

UNE FOLLE AMBITION QUI TOURNE À LA GUERRE CIVILE

Clinton, Juppé, Erdoğan, Daesh et le PKK

par Thierry Meyssan

La reprise de la répression contre les Kurdes en Turquie n'est que la conséquence de l'impossibilité de réaliser le plan Juppé-Wright de 2011. Alors qu'il a été facile de déployer Daesh dans le désert syrien et dans les provinces de Ninive et d'al-Anbar (Irak), à majorité sunnite, il s'est avéré impossible de prendre le contrôle des populations kurdes de Syrie. Pour réaliser son rêve d'un Kurdistan hors de Turquie, Recep Tayyip Erdoğan n'a pas d'autre choix que la guerre civile.

RÉSEAU VOLTAIRE | DAMAS (SYRIE) | 3 AOÛT 2015

ENGLISH ESPAÑOL DEUTSCH فارسی ΕΛΛΗΝΙΚΑ ITALIANO PORTUGUÊS NEDERLANDS



Publié en 2013, le plan Wright reprend les éléments du plan Juppé pour la Libye, la Syrie et l'Irak. Cependant, Robin Wright va plus loin en incluant des projets pour l'Arabie saoudite et le Yémen.

En arrivant au pouvoir à Ankara, en 2003, le parti islamiste AKP a modifié les priorités stratégiques de la Turquie. Plutôt que de se baser sur les rapports de force post-« Tempête du désert », Recep Tayyip Erdoğan ambitionnait de sortir son pays de l'isolement dans lequel il

se trouvait depuis la chute de l'Empire ottoman. S'appuyant sur les analyses de son conseiller, le professeur Ahmet Davutoğlu, il préconisa de régler les problèmes en suspens depuis un siècle avec ses voisins et de devenir progressivement l'incontournable médiateur régional. Il lui fallait pour cela à la fois devenir un modèle politique et construire des relations avec ses partenaires arabes sans perdre son alliance avec Israël.

Débutée avec succès, cette politique —dite de « zéro problème »— conduisit Ankara non seulement à ne plus craindre Damas et son soutien au PKK, mais à lui demander de l'aider à négocier une sortie de crise. En octobre 2006, le parti kurde déclara une trêve unilatérale et débuta des négociations avec le gouvernement Erdoğan. En mai 2008, Ankara organisa des négociations indirectes entre Damas et Tel-Aviv, les premières depuis le rejet par Ehud Barack du plan de Bill Clinton et d'Hafez el-Assad. Mais le président Bachar el-Assad y mit fin lorsque Israël attaqua Gaza, en décembre 2009.

Réalisant qu'il n'était pas possible de maintenir de bonnes relations avec tous les États de la région compte tenu du conflit palestinien, Ankara choisit de soutenir les Palestiniens face à Israël. Ce furent les épisodes de Davos et de la Flottille de la Liberté. Disposant alors d'un vaste soutien populaire dans le monde musulman, Ankara se rapprocha de Téhéran et accepta, en novembre 2010, de participer à un marché commun Turquie-Iran-Irak-Syrie. Les visas furent abrogés ; les droits de douanes considérablement réduits ; un consortium fut constitué pour gérer les pipe-lines et gazoducs ; une autorité fut créée pour gérer en commun les ressources en eau. L'ensemble était si attractif que le Liban et la Jordanie s'y portèrent candidat. Une paix durable semblait possible au Levant.

Alors qu'en 2011 le Royaume-Uni et la France se lançaient dans une double guerre contre la Libye et la Syrie, à la demande et sous le contrôle des États-Unis, la Turquie s'y opposa logiquement. Ces guerres, entreprises sous couvert de protection des populations, étaient trop visiblement des entreprises néo-coloniales. En outre, elles portaient atteinte aux intérêts turcs, la Libye étant un de ses principaux partenaires économiques et la Syrie en devenant un à travers le nouveau marché commun régional.

C'est alors que tout bascula...

Comment la France a fait basculer la Turquie

À l'initiative du ministre français des Affaires étrangères, Alain Juppé, Paris proposa secrètement à Ankara, en mars 2011, de soutenir sa candidature à l'Union européenne et de l'aider à régler son problème kurde si la Turquie entraînait en guerre à ses côtés contre la Libye et la Syrie. Côté français cette proposition était radicalement nouvelle, Alain Juppé s'étant fermement opposé à l'entrée de la Turquie dans l'Union à l'époque où il dirigeait le parti gaulliste et était un collaborateur de Jacques Chirac. Mais, condamné pour corruption en France, il s'était exilé en Amérique en 2005 et avait donné des cours au Québec tout en suivant un stage au Pentagone. Converti au néo-conservatisme, il était revenu en France et avait été choisi par Nicolas Sarkozy comme ministre de la Défense, puis des Affaires étrangères.

Rétrospectivement, le plan Juppé révèle les intentions françaises : il y est question de créer un Kurdistan en Irak et en Syrie selon la carte qui sera publiée deux ans plus tard par Robin Wright dans le *New York Times* et mise en œuvre conjointement par l'Émirat islamique, le Gouvernement régional du Kurdistan irakien et d'anciens collaborateurs de Saddam Hussein liés aux Frères musulmans. Le document, cosigné par Alain Juppé et son homologue turc Ahmet Davutoğlu, ne laisse aucun doute : la France entendait se reconstituer un empire colonial en Syrie. En outre, elle avait des connexions au sein des mouvements terroristes islamistes et prévoyait la création de Daesh. Pour garantir le plan Juppé, le Qatar s'engageait à investir massivement à l'Est de la Turquie, en espérant que les Kurdes turcs abandonnent le PKK.

Ce plan est resté secret jusqu'à ce jour. Si des parlementaires français ou turcs parvenaient à s'en procurer légalement une copie, il suffirait amplement à poursuivre MM. Juppé et Davutoğlu devant la Cour pénale internationale pour crime contre l'humanité.

Contrairement à une idée répandue, les Kurdes sont profondément divisés. En Turquie et en Syrie, le PKK d'origine marxiste-léniniste a toujours défendu un point de vue anti-impérialiste. Tandis que les Kurdes d'Irak, liés à Israël depuis la Guerre froide, ont toujours été des alliés des États-Unis. Les deux groupes ne parlent pas la même langue et ont des histoires très différentes.

Il est probable que, de leur côté, les États-Unis apportèrent dans la corbeille de mariage le fait de promouvoir le modèle politique turc dans le monde arabe et d'aider l'AKP à encadrer les partis politiques issus des Frères musulmans, de sorte que la Turquie devienne le centre du prochain Moyen-Orient. En tous cas, Recep Tayyip Erdoğan soutint *in extremis* le projet de l'Otan qui releva l'AfriCom après la révolte de son commandant [1]

Immédiatement, Ankara mobilisa les habitants de Misrata en Libye. Ceux-ci sont majoritairement des descendants de soldats juifs de l'Empire ottoman, les Adghams, et de nomades marchands d'esclaves noirs, les Muntasirs, qui avaient soutenu les Jeunes Turcs. Ils formèrent le seul groupe significatif de Libyens pour attaquer Tripoli [2].

Simultanément, Ankara organisa plusieurs réunions de l'opposition syrienne à Istanbul à partir d'août 2011. En définitive, les Frères musulmans constituent le Conseil national syrien en octobre, en associant des représentants de divers groupes politiques et de minorités.

L'Otan renonce à envahir la Syrie

Constatant l'implication de l'Otan en Libye, Ankara escomptait logiquement une implication identique de l'Alliance atlantique en Syrie. Mais, malgré de nombreux attentats et une campagne de presse internationale soutenue, il fut impossible à la fois de soulever la population et d'attribuer de manière crédible des crimes de masse au président el-Assad. Surtout, Moscou et Pékin, échaudés par l'affaire libyenne, s'opposèrent par trois fois au Conseil de sécurité à toute résolution prétendant « protéger » les Syriens de leur gouvernement (octobre 2011, février et juillet 2012).

Washington et Londres abandonnèrent donc la partie, même si Paris et Ankara continuaient à y croire [3]. Les deux États mirent sur pied une étroite collaboration, allant même jusqu'à planifier en septembre 2012 une tentative d'assassinat du ministre syrien des Affaires étrangères Walid al-Mouallem et du président Bachar el-Assad.

L'attentat qui frappa à Riyad le prince Bandar ben Sultan en rétorsion de l'assassinat des membres du Conseil national de sécurité syrien, en juillet

2012, laissa le mouvement jihadiste international orphelin. Même si le prince survécut à ses blessures, il ne sortit qu'un an plus tard de l'hôpital et ne fut plus jamais en mesure de jouer le rôle qu'il tenait jusque-là. Recep Tayyip Erdoğan se saisit de l'occasion pour le remplacer. Il noua des relations personnelles avec Yasin al-Qadi, le banquier d'al-Qaïda, qu'il reçut de nombreuses fois en secret à Ankara. Il supervisa les nombreux groupes jihadistes, initialement créés par les États-Uniens, les Britanniques et les Français.

En janvier 2013, en intervenant au Mali, la France s'éloigna des jihadistes syriens et donc abandonna sur le terrain les opérations militaires à la Turquie, même si elle maintint quelques légionnaires sur place. Peu après, l'émir de Qatar, cheikh Ahmad, fut contraint à l'abdication par Washington qui lui reprochait —sur dénonciation russe— d'utiliser ses facilités contre des intérêts économiques états-uniens. Avant même que son fils, cheikh Tamim, ne lui succède, l'essentiel du financement de la guerre contre la Syrie était repris par l'Arabie saoudite.

Pour bénéficier de ce soutien et de celui d'Israël, Recep Tayyip Erdoğan commença à promettre aux uns et aux autres que les États-Unis passeraient outre les vétos russes et chinois et lanceraient l'Otan à l'assaut de Damas. Profitant de la confusion, il organisa le pillage de la Syrie, démantelant toutes les usines d'Alep, la capitale économique, et volant les machines-outils. De même, il organisa le vol des trésors archéologiques et mit en place un marché international à Antioche [4]. Ne voyant toujours rien venir, il organisa avec l'aide du général Benoît Puga, chef d'état-major de l'Élysée, une opération sous faux drapeau pour provoquer l'entrée en guerre de l'Alliance atlantique : le bombardement chimique de la Ghoutta de Damas, en août 2013. Mais, Londres découvrit immédiatement la supercherie et refusa de s'engager [5].

La Turquie participa à l'opération de nettoyage ethnique et de partition de l'Irak et de la Syrie, connu sous le nom de « plan Wright ». La présence des services secrets turcs aux réunions préparatoires de Daesh à Amman est attestée par la publication d'un relevé de décision par le PKK. Au demeurant, le « plan Wright » reprend le « plan Juppé » qui avait convaincu la Turquie d'entrer en guerre. Par la suite, Recep Tayyip Erdoğan prit lui-même le commandement de l'organisation terroriste, assurant aussi bien son approvisionnement en armes que la vente de son pétrole.

Observant avec angoisse les pourparlers entre Washington et Téhéran, Ankara s'inquiéta d'un accord de paix qui le laisse sur le bord du chemin. Sollicité par son homologue russe, Vladimir Poutine, M. Erdoğan accepta de participer au projet de gazoduc *Turkish Stream* visant à casser le monopole états-unien et à contourner l'embargo européen. Puis, prenant son courage à deux mains, il s'en alla visiter son homologue iranien, cheikh Hassan Rohani. Celui-ci l'assura qu'il n'avait pas à redouter l'accord en cours de négociation. Mais lorsqu'il fut signé, le 14 juillet 2015, il fut évident qu'il ne laissait aucune place à la Turquie dans la région.

Sans surprise, Recep Tayyip Erdoğan reçut le 24 juillet un ultimatum du président Obama lui enjoignant

- ▶ de renoncer immédiatement au gazoduc russe ;
- ▶ de cesser son soutien à Daesh —dont il est devenu le chef exécutif derrière le paravent du calife Abou Bakr al-Baghdadi— et d'entrer en guerre contre lui.

Pour accentuer la pression, Barack Obama évoqua la possibilité de renvoyer la Turquie de l'Otan, en concertation avec le Royaume-Uni, bien que cette situation ne soit pas prévue par le Traité.

Après s'être confondu en excuses et avoir autorisé les États-Unis et l'Otan à utiliser la base d'Incirlik contre Daesh, M. Erdoğan entra en contact avec l'envoyé spécial pour la Coalition anti-Daesh, le général John Allen, connu pour son opposition à l'accord avec l'Iran. Les deux hommes convinrent d'interpréter les propos du président Obama comme un encouragement à lutter contre le terrorisme, rubrique dans laquelle ils rangèrent le PKK. Outrepasant ses fonctions, le général s'engagea à créer une zone de non-survol de 90 km de large, en territoire syrien tout au long de la frontière turque, prétendument au profit des réfugiés syriens qui seraient menacés par leur gouvernement, en réalité pour appliquer le « plan Juppé-Wright ». Le Premier ministre turc Ahmet Davutoğlu révéla le soutien états-unien au projet sur la chaîne *A Haber* en lançant des bombardements contre le PKK.

Le général John Allen avait déjà par deux fois réussi à prolonger la guerre contre la Syrie. En juin 2012, il complota avec le général David Petraeus et la secrétaire d'État Hillary Clinton pour saboter l'accord conclu à Genève entre Washington et Moscou pour la paix au Proche-Orient. Cet accord prévoyait, entre autres, la paix en Syrie —bien que Damas n'ait pas été

invité à cette conférence—, mais il était inacceptable à la fois pour les néo-conservateurs et pour les « faucons libéraux » états-uniens. Le trio Clinton-Allen-Petraeus s'appuya sur le nouveau président français, François Hollande, et son nouveau ministre des Affaires étrangères, Laurent Fabius, pour convoquer une conférence des « Amis de la Syrie » et rejeter le Communiqué de Genève. En pleine campagne électorale, le président Obama ne put sanctionner ses collaborateurs, mais dès le lendemain de sa réélection, il fait arrêter David Petraeus et John Allen qu'il avait fait tomber dans un piège sexuel. Hillary Clinton se maintint quelques semaines et dut soudain se retirer après un « accident ». En définitive, seul Petraeus fut condamné tandis qu'Allen fut blanchi et que Clinton —comme Juppé— se prépare à sa prochaine campagne électorale présidentielle.

Le trio Clinton-Allen-Petraeus tenta une seconde opération en décembre 2014 qui parvint à saboter la Conférence de Moscou. En promettant aux Frères musulmans de mettre en œuvre le « plan Juppé-Wright », ils convainquirent la Coalition nationale syrienne de refuser toute discussion de paix. Au passage, cet épisode atteste que le but de la Coalition nationale syrienne n'est pas de changer de régime en Syrie, mais bien de détruire ce pays et son État.

Apprenant les faits durant son voyage en Afrique, le président Obama fit démentir officiellement l'engagement du général Allen, reconnût le droit de la Turquie à combattre le PKK, mais dénonça toute action contre lui hors de la Turquie. Le président Erdoğan convoqua alors une réunion du Conseil atlantique pour l'informer de son entrée dans la Coalition anti-terroriste et de sa double action contre Daesh et le PKK. Le 29 juillet, les Alliés lui répondirent froidement qu'ils le soutenaient dans son action, mais ne lui reconnaissaient le droit de bombarder le PKK en Irak et en Syrie qu'en cas de « poursuite » —c'est-à-dire si le PKK utilisait des bases à l'étranger pour lancer ou replier des troupes contre la Turquie—.

En outre, le président Obama a relevé de ses fonctions son envoyé spécial pour la Syrie, Daniel Rubinstein, et l'a remplacé par Michael Ratney, un spécialiste à la fois du Proche-Orient et de la communication. Il sera prioritairement en charge de surveiller les agissements du général Allen.

La Turquie entre en guerre civile

À ce jour, les actions de l'armée turque contre le PKK en Irak et en Syrie n'ont aucune justification légale en droit international. Les deux gouvernements ont dénoncé une attaque de leur territoire. Du point de vue états-unien, le PKK et l'Armée arabe syrienne —c'est-à-dire celle de la République— sont les seules forces efficaces au sol contre Daesh. La relance de la guerre contre la minorité kurde illustre la volonté de l'AKP de poursuivre la mise en œuvre du « plan Juppé-Wright », même après les retraits partiels du Qatar et de la France.

Cependant, un élément fondamental a profondément changé la donne : Israël et l'Arabie saoudite, qui soutenaient il y a peu de temps encore l'idée de créer un Kurdistan et un Sunnistan en Irak et en Syrie, y sont désormais opposés. Tel-Aviv et Riyad savent désormais que ces deux nouveaux États, s'ils devaient voir le jour, ne seraient pas contrôlés par eux, mais par une Turquie qui ne cache plus son ambition impériale et deviendrait *de facto* un géant régional.

Par un retournement dont le Proche-Orient a le secret, Israël et l'Arabie saoudite ont donc conclu un accord pour s'opposer à la folie du président Erdoğan et pour soutenir en sous-main le PKK, malgré son identité marxiste. En outre, Israël s'est déjà rapproché des ennemis traditionnels de la Turquie, la Grèce d'Aléxis Tsípras et Chypre de Níkos Anastasiádis.

Que l'on ne s'y trompe pas, Recep Tayyip Erdoğan a choisi la guerre civile comme seule issue politique personnelle. Après avoir perdu les élections législatives et réussi à bloquer la création d'un nouveau gouvernement, il tente de faire peur à son peuple de sorte soit à convaincre le MHP (nationaliste) à soutenir l'AKP (islamistes) pour former un gouvernement de coalition, soit à convoquer de nouvelles élections et à les gagner.

L'opération anti-terroriste censée lutter à la fois contre Daesh et contre la population kurde est presque exclusivement ciblée contre le PKK et le PYG (son *alter ego* syrien). Les bombardements prétendument contre l'Émirat islamique n'ont rien détruit. Simultanément, M. Erdoğan a lancé des instructions judiciaires contre les leaders kurdes du HPD, Selahattin Demirtaş et Figen Yüksekdağ. Le parquet les accuse, pour le premier, d'avoir appelé à commettre des violences contre les non-Kurdes —ce qui est une ineptie— et, pour la seconde, de soutenir le PYG, milice de la République arabe syrienne et donc, selon le magistrat, organisation terroriste.

Le guerre civile qui débute ne sera pas la même que celle des années 90. Elle sera beaucoup plus vaste et meurtrière. À la fois parce que la Turquie n'a plus aucun allié à l'extérieur et parce que la politique islamiste a divisé la société turque. Il n'y aura donc pas d'un côté les institutions turques soutenues par l'Otan et de l'autre le PKK soutenu par la Syrie, mais une fragmentation de la société turque : laïques contre islamistes ; modernes contre traditionalistes ; alévis contre sunnites ; Kurdes contre Turcs.

Thierry Meyssan

[1] Initialement dénommée « Aube de l'Odysée », l'opération contre la Libye était commandée par le général Carter Ham en sa qualité de chef de l'AfriCom. Cependant, il s'insurgea contre le rôle attribué au sol à al-Qaïda pour renverser la Jamahiriya arabe libyenne tandis que la Coalition prétendait uniquement protéger les civils. Il fut relevé de ses fonctions au profit de l'Otan et l'opération fut alors dénommée « Protecteur unifié ».

[2] Les habitants de Benghazi refusèrent d'attaquer Tripoli une fois obtenu leur indépendance *de facto*. Les Misratas furent encadrés par les combattants d'al-Qaïda.

[3] Pour être plus précis, Paris se retira de la guerre en mars 2012 après la chute de l'Émirat islamique de Baba Amr et la restitution des légionnaires français qui avaient été faits prisonniers. Mais le président Sarkozy ne parvint pas à se faire réélire en mai et son successeur, François Hollande, reprit la guerre en juillet.

[4] Ville également connue sous les noms d'Antakya ou de Hatay.

[5] Le Premier ministre mit en scène avec le chef de son opposition un débat aux Communes dans lequel les deux leaders se donnèrent la réplique en lisant un même texte. Le Royaume-uni put ainsi se retirer de la guerre sans avoir à accuser publiquement la Turquie. Les États-Unis lui emboîtèrent le pas.

Source : « Clinton, Juppé, Erdoğan, Daesh et le PKK », par Thierry Meyssan, *Réseau Voltaire*, 3 août 2015, www.voltairenet.org/article188313.html